

Communiqué unitaire du 7 janvier 2008
Des propositions patronales inadmissibles pour les salariés
Avec ou sans emploi

Les dernières propositions du patronat dans la négociation sociale en cours sur l'assurance-chômage, la sécurisation des parcours professionnels et le contrat de travail sont tout simplement inadmissibles. Si elles étaient signées par certains syndicats sous la menace d'une loi-MEDEF promise en février, elles constitueraient un recul plus grave que le projet du CPE enterré par la mobilisation populaire au printemps 2006.

Tout d'abord, tout le volet assurance-chômage, qui concerne tout salarié, se trouve expulsé du projet d'accord, et repoussé purement et simplement à la négociation de la future convention UNEDIC prévue fin 2008 ! Mais des reculs sont d'ores et déjà annoncés : durées d'indemnisation plus courtes, retour forcé à un emploi dégradé...

D'autre part, le projet d'accord constitue un marché de dupes dans le sens où en échange de quelques très modestes avancées en terme de sécurité pour le salarié, la plupart du temps peu précises et non contraignantes pour l'employeur, la flexibilité voulue par le patronat (et le gouvernement) avance à pas de géants :

- Doublement des périodes d'essai non cadres (six mois maximum) et cadres (un an maximum)
- Instauration de la séparabilité amiable par simple accord entre le salarié et son employeur, sans recours possible
- Instauration du contrat de mission, à la durée conditionnée par la fin de son objet, non précisée à l'avance (et donc sans les garanties ni du CDD, ni du CDI)
- Possibilité pour l'employeur de licencier des salariés malades (autres que pour maladie professionnelle)
- Possibilité pour l'employeur de modifier les clauses du contrat
- Voies de recours réduites pour les salariés licenciés

Nous nous élevons vigoureusement contre cette offensive sans précédent contre les droits des salariés et des chômeurs, et demandons solennellement aux syndicats représentés dans cette négociation de rejeter vigoureusement de tels reculs et d'organiser une mobilisation importante de tous, salariés en emploi ou non, étudiants, jeunes... dès les prochaines semaines. Nous rappelons nos revendications :

Avec ou sans emploi, pour une garantie de revenu et une continuité des droits pour tou(te)s !

Nous vous invitons à une conférence de presse mercredi 9 janvier à 11H, dans les locaux du DAL, 24 rue de la Banque, M° Bourse

Nous appelons à un RASSEMBLEMENT Jeudi 10 janvier à 18H devant le MEDEF 55 avenue Bosquet (M° Ecole Militaire)

Premiers Signataires

AC !, APEIS, Collectif National pour les Droits des Femmes, Confédération Paysanne, Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France, DAL, Fondation Copernic, Génération Précaire, Marches Européennes, MNCP, No Vox, OUPS, SNU-TEFI, Stop Précarité, Union Syndicale Solidaires

Rassemblement soutenu par : Alternatifs, Collectifs Unitaires AntiLibéraux, Convergence Citoyenne, JC...